

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/CHN/6

27 octobre 2003

(03-5699)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Questions posées par les ÉTATS-UNIS à la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 octobre 2003.

Questions posées par les États-Unis dans le cadre du Mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine au sujet des subventions et des mesures compensatoires

1. À la réunion du Comité des subventions et des mesures compensatoires tenue le 31 octobre et le 1^{er} novembre 2002, la Chine a indiqué qu'elle était en train de recueillir des renseignements pour sa notification relative aux subventions, et qu'elle présenterait cette notification lorsqu'elle disposerait de renseignements complets, exacts et suffisants pour être notifiés à l'OMC (G/SCM/49). Quand la Chine prévoit-elle de présenter sa notification relative aux subventions, conformément à l'article 25.1 de l'Accord SMC? La Chine s'emploie-t-elle activement à recueillir les renseignements à fournir?
2. Veuillez décrire les problèmes qui empêchent la Chine de présenter sa notification au titre de l'article 25.1 de l'Accord.
3. Sur quel type de renseignements le gouvernement chinois s'appuie-t-il pour établir sa notification? Ces renseignements sont-ils dans le domaine public? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.
4. Les questions suivantes portent sur certains programmes de subventions que la Chine n'a pas notifiés à l'OMC, conformément à la prescription normale en matière de notification (article 25.1 de l'Accord SMC), ou pour lesquels elle n'a pas mis à jour sa notification figurant dans le Protocole d'accession. Nous nous réservons le droit de poser ultérieurement d'autres questions au sujet de ces programmes et de tous autres programmes non notifiés.
 - a) Les informations dont on dispose indiquent que des subventions sont accordées à l'industrie textile pour la fabrication à partir de matières premières, le financement d'usines et l'achat de matières premières. La Chine pourrait-elle donner des précisions sur ces programmes, conformément au modèle prévu pour la présentation des notifications relatives aux subventions, y compris sur le type de subvention, la durée du programme et les bénéficiaires? La Chine pourrait-elle expliquer en outre quel est le rôle du Conseil national chinois de l'industrie textile dans le soutien des programmes de subventions en faveur de l'industrie textile?

- b) Nous croyons comprendre qu'une réduction de TVA est accordée pour les importations de débris de cuivre. La Chine pourrait-elle donner des renseignements sur ce programme, conformément au modèle prévu pour la présentation des notifications relatives aux subventions, y compris sur les bénéficiaires de la réduction, sur son montant et sur la façon dont les autorités compétentes veillent à ce que le montant des réductions accordées ne soit pas supérieur à celui des réductions effectuées?

5. Conformément à l'Annexe 5B de son Protocole d'accession, la Chine s'est engagée à éliminer en 2000 les "subventions octroyées à certaines entreprises publiques qui subissent des pertes". L'an dernier, le représentant de la Chine a dit à ce Comité que ce programme avait été supprimé en 2001. Toutefois, selon des informations parues récemment dans la presse chinoise, le gouvernement est actuellement en train de supprimer le programme en question. Quel est l'état de ces programmes? S'ils ont été supprimés, en vertu de quels décrets ou documents officiels l'ont-ils été? S'ils n'ont pas été supprimés, quand le seront-ils?

6. Dans son Protocole d'accession, la Chine est convenue de ne pas recourir à un contrôle des prix pour limiter le volume des importations de marchandises ou de services. En outre, à l'Annexe 4 du Protocole d'accession, elle a donné la liste des quelques produits et services qui font toujours l'objet d'un contrôle des prix ou de prix indicatifs établis par l'État, et elle a fourni des renseignements détaillés sur les procédures d'établissement des prix. La Chine est en outre convenue de réduire le nombre des produits et services énumérés à l'Annexe 4 et de n'ajouter aucun produit ou service à la liste, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

- a) La Chine a-t-elle réduit le nombre des produits ou services énumérés à l'Annexe 4? Dans l'affirmative, prière d'indiquer les produits ou services concernés.
 - b) La Chine a-t-elle ajouté des produits ou services à la liste de l'Annexe 4? Dans l'affirmative, prière d'indiquer les produits ou services concernés et d'expliquer les circonstances exceptionnelles justifiant l'adjonction de chaque produit ou service.
-